

# Ecolo dégainé le premier sur la loi climat, mais les jeux ne sont pas faits

À l'approche du «méga-scrutin» de mai, Écolo sait se montrer réactif pour garder l'avantage. Mais il est beaucoup trop tôt pour en tirer des conclusions électorales.

FRÉDÉRIC ROHART

**D**es dents ont grincé quand Ecolo et Groen ont pris la balle de la «loi climat» au bond. Déposer (quasiment) telle quelle la proposition législative présentée vendredi par des universitaires (Saint-Louis, UCLouvain, UGent, UHasselt) pour appeler ensuite les autres partis à s'y rallier, ce n'était pas la manière la plus fair-play d'ouvrir un débat parlementaire, a-t-on entendu. D'un point de vue stratégique, c'était pourtant la meilleure chose que le parti vert et son alter ego flamand avaient à faire, estime Pierre Verjans, politologue à l'Université de Liège (ULiège). «Ils ont été au plus vite pour montrer qu'ils ont de l'avance sur ces sujets et parce qu'ils estiment qu'ils avaient perdu beaucoup en visibilité en acceptant d'attendre que d'autres veuillent bien les rejoindre.» Note pour le carnet de campagne: well done.

De fait, les autres partis sont depuis vendredi après-midi dans la réaction. cdH, PS, DéFI, PTB et MR ont tous embrayé, forcés de se positionner face au texte mis sur la table, pour dire leur volonté d'avancer sur le dossier et de voter si possible une loi climat avant la fin de la législature. Alors qu'une telle loi spéciale doit recueillir au moins la moitié des voix dans chaque groupe linguistique, les intentions étaient moins unanimes côté néerlandophone.

## Le schisme flamand

Le malaise y est patent parmi les partis traditionnels. «Le CD & V réalise qu'il a un problème de concurrence avec Groen et pâtit de la mauvaise image de sa ministre de l'Environne-

ment Joke Schauvliege, souvent critiquée par les manifestants», remarque le politologue Dave Sinardet, à la Vrije Universiteit Brussel (VUB). Au nord comme au sud, les bleus se sont aperçus sur le tard qu'ils ne s'étaient pas assez profilés sur ces sujets, au risque de voir partir une partie de leur électorat – «libéral mais en même temps très préoccupé par l'écologie». Mais tout en défendant le respect des engagements belges, l'Open Vld refuse une loi climat qu'il dépeint comme faisant trop de place à l'État – parce qu'elle prévoit la création d'une institution au-dessus de la

mêlée des niveaux de pouvoir. Une évolution qui semble s'inscrire dans le sillage d'un autre acteur: la N-VA. Elle a fait figure d'exception parmi les grands partis: plutôt que de suivre la vague verte, elle avance son propre label, l'«écocoréalisme». «Elle réussit ainsi à être l'un des deux acteurs politiques qui sont actifs dans ce débat d'une façon claire et préminente», souligne Sinardet.

## Moisson incertaine

À quatre mois du «méga-scrutin», les partis verts peuvent-ils déjà savourer une victoire promise contre ceux qui les suivent sur leur terrain de prédilection? Pas si vite. Bien sûr, de la même manière que les périodes où la sécurité tient le haut du récit public sont propices à la droite, celles où l'environnement tient le haut du pavé ont tendance à renforcer les verts, concède Dave Sinardet. «Un exemple frappant est la crise de la dioxine qui a éclaté en 1999, en pleine campagne électorale et dont Ecolo et Agalev (ex-Groen) ont certainement su bénéficier – personne n'imaginait avant ces élections qu'un gouvernement arc-en-ciel en résulterait.»

Mais, pour rester sur cet exemple, la crise s'était déclenchée dans la phase finale de la campagne. À quatre mois du scrutin, le climat va-t-il rester le sujet phare de la campagne? «Si la pression ne continue pas, il est fort possible que dans quinze jours on n'y pense déjà plus: la vitesse d'oubli de la mémoire collective est extrêmement élevée», abonde de son côté Pierre Verjans.

Les sujets socio-économiques pourraient refaire surface avec la grève générale du 13 février, et d'autres événements pourraient éclipser complètement le climat juste avant le scrutin. «On court toujours après le dernier développement, c'est une certaine hystérie du débat public», reprend le politologue de la VUB.

Et puis, ce n'est pas parce qu'il y a des manifestations pour le climat que tout le monde pense la même chose sur le sujet...

Pierre Verjans rappelle les manifestations monstres des années 1980 contre l'installation de missiles américains en Belgique: «C'étaient des mobilisations de 100 à 300.000 personnes, notamment des milieux catholiques, ce qui ne les a pas empêchés après de voter pour le CVP (ex-CD&V) qui avait pourtant pris la décision d'implanter ces armes», rappelle le politologue de l'ULiège. Pour les missiles, en pleine Guerre froide, le gouvernement belge était solidaire de l'Otan et n'avait pas l'impression d'avoir une marge de manœuvre – «ici, c'est un peu la même chose: il y a un sentiment d'impuissance, y compris au niveau institutionnel et politique. C'est intéressant de voir que c'est peut-être à ces moments-là que la jeunesse porte le plus la question de l'intérêt général.» Mais ça ne veut pas dire pour autant, conclut-il, que, dans l'isolement, l'électeur va lui aussi vouloir changer le monde. Les partis se positionnent avec plus ou moins de fracas, mais, dans les quartiers généraux, les spindoctors, eux, savent que c'est sur les trois dernières semaines de la campagne qu'ils devront concentrer leurs efforts.

**«Si la pression ne continue pas, il est fort possible que dans quinze jours on ne pense déjà plus au climat.»**

PIERRE VERJANS  
POLITOLOGUE  
(ULIÈGE)

## Le projet de «loi climat» fait un tabac côté francophone

C'est à une quasi-unanimité que les partis francophones s'alignent derrière un projet de loi climat, après qu'un groupe d'experts en a présenté une version clé sur porte vendredi. Quelques heures après leur présentation, les verts Ecolo et Groen ont cosigné une proposition de loi à la chambre reprenant dans les grandes lignes le texte prêt à l'emploi. Mais avec une adaptation sensible: les experts tablent sur une réduction des émissions de 65% pour 2030, le projet des verts prévoit une baisse d'au moins 55% à cette échéance par rapport à l'année de référence (1990), et de 95% d'ici 2050. Il prévoit aussi que les énergies renouvelables atteignent au moins 32% du mix énergétique belge d'ici 2030, et 100% en 2050. Dans la foulée, le parti écolo a mis ses priorités sur la table en vue des élections: des mesures d'isolation thermique des maisons pour réduire la facture énergétique des ménages de 30%, un investissement de 7 milliards d'euros dans les transports en commun et d'autres mesures d'encouragement de la mobilité douce et de découragement de l'utilisation de la voiture.

Parmi les autres partis, le cdH avait été le premier à demander vendredi l'adoption d'une loi spéciale climat à l'échelle de la Belgique (sans pour autant l'avoir déposée à la chambre). Les centristes de DéFI sont sur la même ligne, de même que les socialistes (PS), qui ont proposé la création d'une commission parlementaire spéciale Climat. Leurs collègues flamands du sp.a soutiennent également le texte. Lundi, le président des libéraux francophones (MR) Olivier Chastel a annoncé que le parti «accueille favorablement» le texte de loi climat version écolo et qu'il souhaite participer au débat à son sujet – le parti promet «bientôt» des propositions concrètes dans ces matières. A contrario, l'Open Vld ne soutient pas la proposition, a indiqué sa présidente Gwendolyn Rutten. Se distinguant d'Ecolo, le Parti du Travail (PTB) a quant à lui annoncé qu'il déposerait la version originale de la proposition du collectif d'universitaires, avec l'objectif de diminuer les émissions belges de CO<sub>2</sub> de 65% pour 2030.

FR.